



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU VAR

PREFECTURE  
DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT  
BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE

TOULON, le 11 DEC. 2013

**Arrêté portant mise en demeure**  
de la S.A. SARVAL AZUR relative au stockage  
des sous produits d'origine animale sur la  
commune de CARNOULES

**Le Préfet du Var,**  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 171-8 et L 173-1 ;

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article R514-3-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'ouverture initial n°887 en date du 31 décembre 1979

**Vu** l'arrêté complémentaire en date du 7 avril 2008 autorisant la société équarrissage moderne du Var à poursuivre l'exploitation des installations de traitement de sous-produits d'origine animale, et d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie à Carnoules.

**Vu** le courrier de la Préfecture du Var en date du 26 octobre 2010, prenant acte du changement de nom de l'entité juridique Equarrissage Moderne du Var pour devenir SARVAL AZUR S.A. ;

**Considérant** qu'au cours d'une visite d'inspection effectuée le 14 novembre 2013 et relative aux conditions d'entreposage des sous produits animaux de la catégorie C3, il a été constaté des non-conformités notables.

**Considérant** que les modalités actuelles de fonctionnement ne permettent pas de traiter ces sous produits animaux dans les conditions empêchant tout risque pour la santé publique et animale.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Var,

## ARRETE

### Article 1 :

La SA SARVAL AZUR exploitante de l'atelier de traitement de sous produits d'origine animale et d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie sis route de Pierrefeu à CARNOULES (83660), est mise en demeure **dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du présent arrêté**, de mettre en conformité ses installations et ses modalités de fonctionnement avec les dispositions de l'article 18 et de l'article 19 de l'arrêté complémentaire du 7 avril 2008 sus-visé.

.../...

**Article 2 :**

En cas d'inobservation du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

**Article 3 :**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant, par lettre recommandée avec accusé de réception. Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Carnoules pendant une durée d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du maire.

**Article 4:**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Carnoules, les inspecteurs de l'environnement auprès de la direction départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le

11 DEC. 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN